

ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC LA RUSSIE

L'Algérie paye en roubles

Les transactions commerciales entre l'Algérie et la Russie s'effectuent désormais en roubles, a-t-on appris de source sûre. Cette modalité de paiement a été introduite à la demande du partenaire russe qui entend ainsi fortifier sa monnaie. La nouveauté est perçue comme une mesure positive pour les deux pays frappés par la crise pétrolière.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - En quoi le paiement en roubles peut s'avérer positif pour les deux pays ? Il faut savoir d'abord que Moscou est un Etat fortement fragilisé par les sanctions occidentales suite au rôle joué par Moscou dans la crise ukrainienne et la faiblesse du prix du pétrole qui représente une bonne moitié de ses rentes.

Ces deux éléments capitaux ont inévitablement induit une dégringolade du rouble incitant ainsi les responsables russes à exiger de ses partenaires économiques un paiement en monnaie locale de manière à la faire fortifier. Ce qu'ils ont fait cette année avec les Algériens, nullement dérangés par une telle demande qui leur procure au contraire une certaine indépendance vis-à-vis de l'Europe mais aussi des Etats-Unis puisque la

plus grande partie des transactions économiques avec les partenaires étrangers de l'Algérie s'effectue sinon en euros en dollars.

Le cas de la Chine échappe cependant à ce tableau du moment que les Chinois ont exigé eux aussi, en 2015, un paiement en yuans ou en renminbi, autre nom de la monnaie chinoise. A ce moment, la Banque d'Algérie avait expliqué que cette situation était devenue inévitable car la Chine occupe la place de premier partenaire commercial de l'Algérie. Les Russes ne sont pas en reste. Moscou veut absolument occuper une plus grande place sur le marché algérien et élargir la coopération en matière d'énergie et d'armement surtout à d'autres secteurs juteux. Lors de la visite qu'il a menée lundi dernier à Alger, le MAE Russe a

d'ailleurs précisé que les deux pays disposaient déjà d'une commission bilatérale sur la coopération militaire et technique et que les entrepreneurs algériens se sont récemment rendus à Moscou pour «explorer les possibilités de coopération entre les entreprises russes et algériennes».

Les échanges commerciaux entre les deux pays étaient jusque-là essentiellement concentrés sur l'armement (Moscou étant le principal pourvoyeur en armes d'Alger). On se souvient qu'en janvier dernier, l'Algérie avait commandé à la Russie 12 bombardiers tactiques Soukhoï SU-34 dans l'objectif de rajeunir la flotte algérienne.

Cette commande faisait partie d'un contrat d'armement signé en 2006 d'une valeur de 7,6 milliards de dollars pour la fourniture de systèmes anti-missiles, d'avions d'équipement et de technologies de défense maritime et terrestre.

La nouvelle politique économique russe en direction de l'Algérie est cependant déjà palpable avec l'installation de plusieurs sociétés russes en Algérie telles que Gazprom, un



Photo : DR

Une monnaie qui fait l'affaire des deux pays.

giant du marché énergétique. Lavrov a également fait état d'un projet de construction d'une centrale nucléaire pour le développement de l'infrastructure nucléaire de l'Algérie et l'uti-

lisation des technologies nucléaires dans des domaines comme celui de la médecine. Cette fois, le rouble remplacera le dollar...

A. C.

LA REPRISE DU MARCHÉ EST DUE À LA PERSPECTIVE D'UNE RÉDUCTION DE L'OFFRE MONDIALE

Les cours du pétrole ont nettement remonté

Portés par l'espoir persistant d'actions des principaux pays producteurs pour réduire leur offre, les cours du pétrole ont nettement remonté vendredi.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 38,53 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,46 dollar par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «Light Sweet Crude» (WTI) pour livraison en avril gagnait 1,23 dollar à 35,80 dollars.

Les observateurs estiment que la récente reprise du marché est surtout due aux espoirs de voir les grands pays producteurs s'arranger pour réduire leur offre. La déclaration, vendredi, du ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, a entretenu les espoirs.

Un optimisme qu'on trouve aussi chez le ministre nigérian du Pétrole, Emmanuel Ibe Kachikwu, qui a indiqué que dans le cadre de mesures pour stabiliser les prix du pétrole, certains membres de l'Opep avaient prévu de se réunir avec la Russie le 20 mars à Moscou, ajoutant que les prix allaient connaître une remontée «spectaculaire».

L'Algérie, qui a vu ses revenus des hydrocarbures fondre, adapte sa stratégie à l'horizon 2030, basée sur l'augmentation de la production et de la rationalisation de la consommation, comme l'a affirmé, dernièrement, le ministre de l'Energie, Salah Khebri. Ce dernier a souligné que l'Algérie réfléchissait à produire de l'électricité à partir de l'énergie nucléaire à l'horizon 2030.

En ajoutant qu'en plus du solaire, notre pays ambitionnait aussi d'arriver à l'électronucléaire à la même échéance, c'est-à-dire à horizon 2030.

Salah Khebri a annoncé que le gouvernement algérien avait demandé à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de l'aider en

matière de formation. S'exprimant à propos de l'avenir du marché pétrolier et l'évolution des cours, Salah Khebri a indiqué que la solution était entre les mains des Russes, ajoutant que l'Arabie Saoudite était prête à réduire sa production, si la Russie réduisait la sienne.

Le ministre algérien de l'Energie s'est dit pour le maintien du dialogue

avec les Russes surtout que ceux-ci connaissent les mêmes difficultés que les autres pays pétroliers et qu'il était aussi dans leur intérêt qu'ils s'inscrivent dans la démarche des pays Opep afin de participer au rééquilibrage du marché pétrolier.

Cette question devait d'ailleurs figurer dans les discussions entre le ministre algérien de l'Energie et le

chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov en visite à Alger.

A noter que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a indiqué récemment que le marché pétrolier devrait commencer à se rééquilibrer à partir de 2017 avec une remontée progressive des prix, qui pourraient toutefois s'envoler à moyen terme, faute d'investissements suffisants pour renou-

veler la production. L'AIE affirme qu'entre 2014 et 2015, l'offre a largement excédé la demande, les surplus atteignant respectivement 0,9 et 2 millions de barils par jour (mbj). Il devrait encore en être de même en 2016, avec un excédent de 1,1 mbj. En 2017, l'offre et la la demande s'aligneront.

Y. D.

ACCÈS AUX SOINS, ORGANISATION, INFORMATISATION DES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS...

Boudiaf exige le retour aux normes

Le ministre de la Santé réitère sa disponibilité à accompagner le corps médical et à répondre à ses besoins. En contre-partie, Abdelmalek Boudiaf exige des résultats et le retour aux normes en matière d'accès aux soins, l'informatisation des établissements hospitaliers, du dossier du malade et de l'organisation.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - «Je suis disponible, je n'ai jamais dit non à quelqu'un, je ne suis contre personne, vous n'avez qu'à signifier vos besoins et je suis prêt à vous accompagner, maintenant à vous de jouer le jeu», l'appel est du ministre de la Santé.

Abdelmalek Boudiaf exige le retour aux normes en matière d'accès aux soins, l'informatisation des établissements hospitaliers et du dossier du malade ou encore dans l'organisation. Des instructions qu'il ne cesse de répéter pourtant à chacun de ses passages dans les établissements hospitaliers. Mais s'adapter aux nouvelles technologies semble être un mal pour le corps médical.

Le ministre qui promet un changement dans le mode de gestion du système de santé a même initié une formation au profit des gestionnaires des établissements hospitaliers pour les préparer à accompagner les réformes engagées. Puisque la nouvelle loi sanitaire prévoit l'introduction des outils de gestion modernes et de nouvelles technologies, notamment à travers la création de la carte électronique de santé, l'institution du dossier médical électronique du patient, et la mise en place d'un système d'information sanitaire intégrant les données



Photo : Newpress.

Boudiaf promet un changement dans le mode de gestion.

sanitaires de planification et de gestion des ressources humaines, matérielle et financière basées sur les nouvelles technologies.

Boudiaf est catégorique : il y a une politique à appliquer, dit-il, celui que ça n'arrange pas, n'a qu'à partir. La politique de la réforme hospitalière d'ailleurs, souligne-t-il, n'a pas donné satisfaction.

Le ministre qui a inauguré hier deux nouveaux services au CHU de Mustapha-Pacha, en neurochirurgie et un pavillon pour les urgences de cardiologie, a rappelé que plusieurs établissements notamment dans les wilayas de Blida, Tlemcen, Constantine, Tizi-Ouzou ont été réaménagés pour répondre aux besoins.

Plusieurs services ont été aussi ouverts, rappelle-t-il, dans le cadre de l'externalisation des spécia-

lités pour soulager la pression sur les urgences hospitalières. Concernant le déficit du personnel paramédical, Boudiaf a indiqué qu'en 2015, il ya eu une sortie de promotion de 6 900 paramédicaux de 6 500 aide-soignants. En 2016, ils seront 6 600 paramédicaux à rejoindre les établissements hospitaliers et en 2017, l'on prévoit un nombre de 7 500. Par ailleurs, le service de neurochirurgie du CHU Mustapha ouvre ses portes après cinq ans de travaux de réaménagement. Avec ses 72 lits d'hospitalisation, quatre salles d'opération et 5 salles dans le pavillon des urgences, le service est considéré comme le plus grand service de neurochirurgie en Afrique, se félicite le chef de service le professeur Mohamed Djennas.

Boudiaf réunit le conseil scientifique du CHU Mustapha

Le ministre de la Santé va se réunir d'ici une dizaine de jours avec les membres du conseil scientifique du CHU Mustapha-Pacha. A l'ordre du jour : faire un bilan de tout ce qui a été réalisé et de ce qui reste en suspens. Le ministre qui compte aussi relancer le projet de l'informatisation du dossier médical du malade promet de lever toutes les contraintes qui empêchent la concrétisation de ce projet.

L'Institut national du rein ouvert dans quelques jours

Le ministre de la Santé a annoncé, hier, que l'Institut national du rein, situé au CHU de Blida, va ouvrir ses portes ses jours-ci. «L'Institut est prêt et j'ai donné instruction pour qu'il soit opérationnel avant l'inauguration officielle», a-t-il indiqué.

S. A.